

**Nations unies - Mali - Explication de
vote de la représentante permanente
adjointe de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 30 août 2018)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution [2432], qui renouvelle pour un an le régime de sanctions spécifique sur le Mali.

L'idée d'imposer des sanctions contre ceux qui font obstruction à la mise en oeuvre du processus de paix au Mali est inscrite dans le contenu même de l'accord de paix. Elle a donc été endossée par les parties maliennes elles-mêmes, au moment de la signature de ce dernier. Elle a ensuite fait l'objet d'une demande formelle des autorités maliennes au Conseil de sécurité, face aux nombreux retards constatés dans la mise en oeuvre de l'accord.

Depuis un an, l'établissement de ce régime de sanctions du Conseil de sécurité a utilement complété la palette d'instruments dont bénéficie la communauté internationale pour favoriser un règlement de la crise au Mali. Il a envoyé un message politique fort, dissuasif et qui a contribué à faire évoluer le comportement de certains acteurs sur le terrain. Il a indéniablement joué un rôle dans l'enclenchement de la dynamique positive constatée au cours des derniers mois dans la mise en oeuvre de l'accord.

Pour autant, nous partageons tous autour de cette table le constat selon lequel les progrès obtenus demeurent insuffisants au regard des engagements pris et des mesures attendues. Si le Conseil a ainsi récemment salué les mesures positives prises au cours des derniers mois, il a également réitéré du même coup la frustration et l'impatience qui sont les siennes sur ce dossier. Il a appelé à une mobilisation urgente du gouvernement et des groupes signataires, dès le demain des élections présidentielles, dont nous venons collectivement de saluer le bon déroulement. Ce Conseil suivra ainsi de très près la mise en oeuvre des mesures prioritaires listées dans la résolution 2423, qui doit intervenir dans un délai de 6 mois.

Monsieur le Président,

Le temps des avertissements est donc terminé. Le rapport récemment remis par le panel d'experts sur le Mali a notamment mis en lumière de manière incontestable les agissements de certains responsables intermédiaires de groupes armés qui, sur le terrain, nuisent volontairement à la mise en oeuvre de l'accord par leurs liens avérés avec des activités criminelles ou terroristes. La France entend assumer sa responsabilité à cet égard, en proposant sans attendre, leur désignation au titre du régime de sanctions.

Il est également important de souligner que la résolution que nous venons d'adopter réitère l'intention du Conseil de sécurité d'adopter des mesures complémentaires dans le cadre du régime de sanctions, si les dispositions de la feuille de route adoptée en mars dernier par les parties maliennes venaient à ne pas être mises en oeuvre dans les délais annoncés. L'absence de respect des engagements librement consentis par chacune des parties maliennes dans le cadre de la feuille de route ne saurait en effet rester sans conséquence. Chacun doit en être conscient, à tous les niveaux.

Enfin, la France est pleinement convaincue, comme le reste des membres de ce Conseil, que les sanctions ne sont pas une fin en soi et ne peuvent à elles-seules résoudre la situation. Elles sont un des outils à la disposition de la communauté internationale, dans le cadre de sa mobilisation continue en faveur de la mise en oeuvre de l'accord de paix. Les enjeux sont en effet bien trop grands pour nous offrir le luxe de nous satisfaire des blocages actuels. Notre responsabilité, en tant que Conseil de sécurité, est donc de mettre à profit tous les leviers à notre disposition pour faire progresser la paix et la sécurité au Mali et dans sa région. C'est ce à quoi la France s'engage devant vous aujourd'hui.

Je vous remercie./.